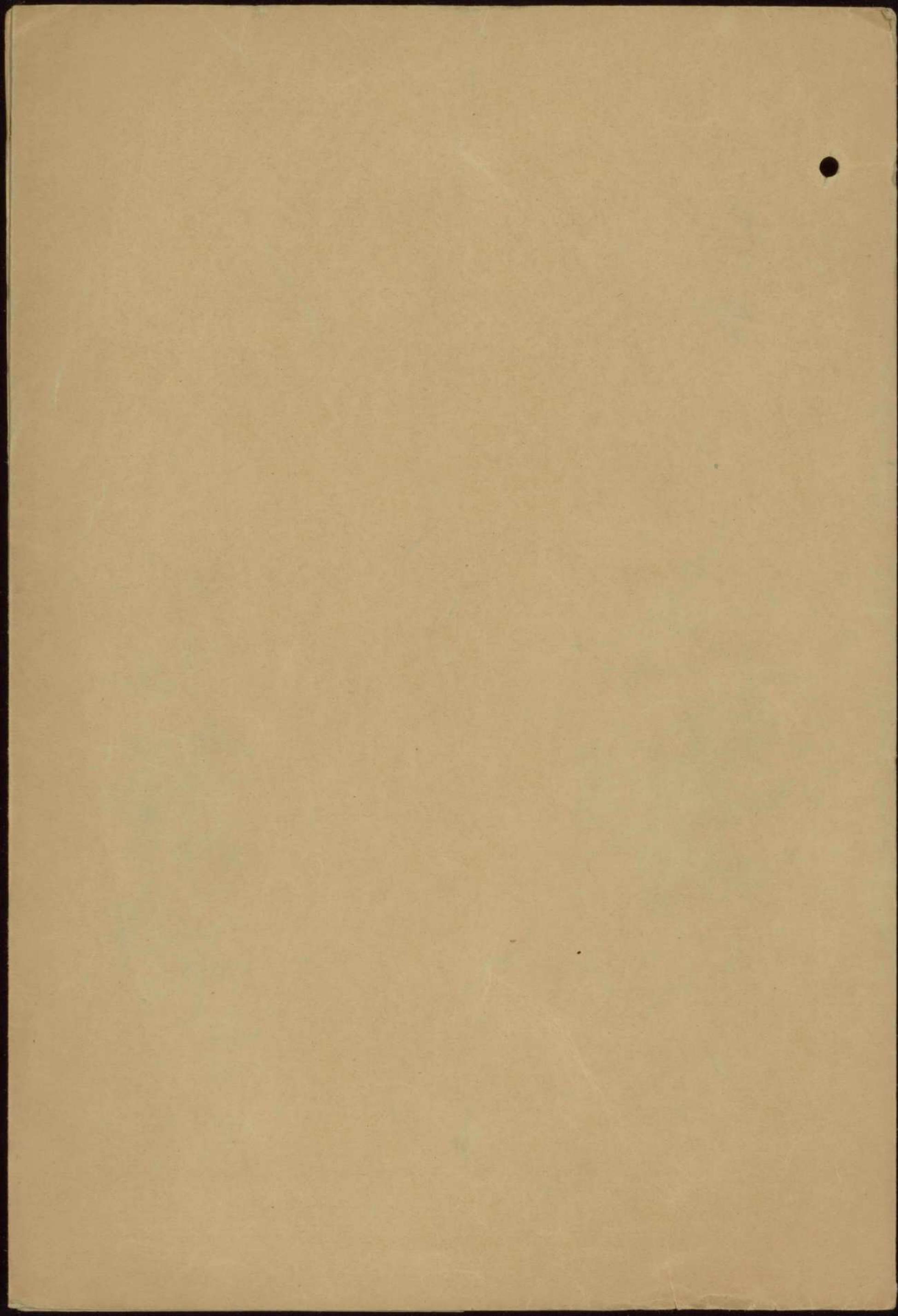


1

5. XV. F.



devenir A 71.5

lettre du prof. Antonin
du 14.12.45 conc. Confirmation
de l'ordonnance cléricale de
A 71.65 bis

ÉRATION INTELLECTUELLE

A 71.5

Lettre du professeur Antoni
du 3.12.45 contenant les
observations et propositions
relatives au "projet français"
préparé pour la Conférence de
Londres classée

A 7.65 bis

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉ

30 NOV 1945

4215

Monsieur le Secrétaire,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 22 novembre 1945, ainsi que de celle du Professeur Carlo ANTONI que vous avez bien voulu me faire parvenir.

En vous remerciant de votre précieux concours, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma considération très distinguée.

J. LOROTTE
Secrétaire Général.

Monsieur Alberto JEZZI,
Secrétaire à
l'Ambassade d'Italie,
47, rue de Varenne,
PARIS

1945

54

That the Commission of the European Communities
has been established, and that it is the
policy of the Commission to promote the
economic and social progress of the
Community, and to ensure the
highest standards of living and
employment for its citizens.

1945

1945



5 NOV 1945 000497

30 NOV 1945

R. Ambasciata d'Italia

Paris, le 22 novembre 1945.

4813

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'avantage de vous envoyer, ci-inclus, une lettre qui vous est adressée et qui m'a été transmise par le Ministère Italien des Affaires Etrangères.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, mes salutations distinguées.

Pour l'Ambassadeur d'Italie

(Alberto Jezzi)

Secrétaire d'Ambassade

Monsieur LOROTTE
2, Rue de Montpensier
Paris

19 SEP 1945

A.F.I.v

Monsieur l'Attaché,

J'ai reçu votre lettre du 3 septembre 1945, ainsi que la copie de la lettre que le Professeur Carlo ANTONI nous a adressée le 10 août dernier, et je vous en remercie bien vivement.

L'original de cette lettre nous est bien parvenu et nous avons déjà répondu au Professeur ANTONI.

En vous remerciant d'avoir bien voulu vous charger de cette transmission, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Attaché, l'assurance de ma considération très distinguée.

(J.J. MAYOUX)
Directeur.

Monsieur J. HEURGON
Attaché culturel
de la Délégation française
au Conseil consultatif pour
les Affaires italiennes
R O M E.

19 SEP 1945

4817

Monseigneur l'Archevêque,

J'ai reçu votre lettre du 7 septembre 1945.
Néanmoins, la copie de la lettre que le professeur Carlo
Lotti nous a adressée le 10 août dernier, et la votre
en réponse, m'ont vivement,

L'original de votre lettre nous est bien parvenu
et nous avons déjà répondu au professeur Lotti.

En vous remerciant d'avoir bien voulu nous en-
voyer la lettre transmise, je vous prie d'agréer, Monseigneur,
l'assurance de ma considération toute distinguée.

(J. L. MARTEL)
Directeur

Monseigneur J. MARTEL
Archevêque d'Orléans
de la Délégation Française
au Conseil consultatif pour
les Affaires Ecclésiastiques
R O M E.

GOUVERNEMENT PROVISoire

A 71,5-
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLÉGATION FRANÇAISE

AU

CONSEIL CONSULTATIF

POUR LES

AFFAIRES ITALIENNES

N°

A RAPPELER

19 SEP 1945

Rome, le 3 Septembre 1945

19 SEP 1945 000139

Monsieur le Secrétaire Général,

Va
Le Professeur Carlo ANTONI, Commissaire extraordinaire à l'Istituto «azionale per le Relazioni culturali per l'Estero», me charge de vous transmettre copie d'une lettre qu'il vous a adressée le 10 Août, et dont il craint que l'original ne vous soit pas parvenu.

Je suis naturellement à votre disposition pour lui transmettre votre réponse, et vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de mes sentiments dévoués,

J. Heurgon

J. HEURGON,
Attaché culturel

ROME.
hch

30 AOU 1945

A. F. I. 5

Monsieur le Professeur,

Je vous accuse réception de votre lettre du 10 août et vous remercie vivement de l'aimable collaboration dont vous voulez bien nous assurer.

J'espère que nous aurons bientôt de bonnes nouvelles quant à la Commission italienne de Coopération intellectuelle et suis certain qu'elle apportera à l'oeuvre de Coopération mondiale toute la richesse de votre génie national.

Vous êtes sans doute informé que se réunira à Londres, le 1^{er} novembre prochain, une Conférence internationale destinée à mettre sur pied la nouvelle Organisation de Coopération intellectuelle mondiale. En vue de cette Conférence, l'Institut a élaboré, en collaboration avec le Gouvernement français, un projet d'organisation. Ce projet sera présenté à la Conférence par la délégation française.

Nous vous faisons parvenir un exemplaire de ce projet, il appelle toutes observations et suggestions, même tout plan parallèle, qui pourraient faire avancer d'un pas la conception de la coopération des esprits et influencer sur le rapprochement des peuples. L'Institut devant être représenté à cette Conférence, nous serions heureux d'avoir, dès que possible, à ce sujet, tout mémoire que vous jugeriez bon de nous faire parvenir. L'opinion de la nouvelle Commission italienne de Coopération intellectuelle serait particulièrement digne d'intérêt.

En ce qui concerne les Commissions nationales de Coopération intellectuelle, les conditions de leur formation ont toujours été très larges et je pense qu'elles le resteront, elles sont fonction des conceptions appartenant à chaque pays et à chaque culture. A toutes fins utiles je vous joins le statut et la composition de l'ancienne Commission française.

Veuillez agréer, Monsieur le Professeur, avec mes meilleurs sentiments, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Monsieur le Professeur Carlo ANTONI
Commissaire Extraordinaire
Istituto Nazionale per le Relazioni
Culturali con l'Estero
Piazza Firenze 27 - ROME.

(Jean LOROTTE)
Secrétaire Général.

30 AOUT 1945

A 717

Monsieur le Professeur,

Je vous adresse réception de votre lettre du 10 août et
vous remercie vivement de l'intérêt collaboration dont vous voulez
bien nous assurer.

J'espère que nous aurons bientôt de nouvelles nouvelles quand
à la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle et aura
certaines de ses activités à l'œuvre de coopération mondiale pour
la jeunesse de votre pays national.

Vous êtes dans notre informe que se réunira à Londres, le
1er novembre prochain, une Conférence Internationale destinée à
mettre sur pied la nouvelle Organisation de Coopération Intellectuelle
et mondiale. Le but de cette Conférence, l'Institut a élaboré,
en collaboration avec le Gouvernement français, un projet d'orga-
nisation. Ce projet sera présenté à la Conférence par la délégation
française.

Vous vous ferez certainement un examen de ce projet, il
apporte toutes observations et suggestions, afin tout d'abord
de permettre faire savoir à un grand nombre de la coopé-
tion des esprits et influer sur le rapprochement des peuples. L'ins-
titut devra être représenté à cette Conférence, nous serons hau-
tement heureux de vous assister, à ce sujet, tout d'abord que vous
puissiez nous faire parvenir l'opinion de la nouvelle com-
mission française de coopération intellectuelle serait particulié-
rement digne d'intérêt.

En ce qui concerne les commissions nationales de coopé-
tion intellectuelle, les conditions de leur formation ont toujours
été très larges et le but de ces commissions, elles sont tou-
jours les mêmes, elles ont pour but de rapprocher les peuples et
de leur faire connaître les idées et la composition de
la Commission Française.

Veillez agréer, Monsieur le Professeur, avec nos vœux
pour l'avenir, l'expression de ma considération la plus distin-
guée.

(Jean LOROTTE)
Secrétaire Général

Monsieur le Professeur Boris ANTONI
Commission Internationale
Intellectuelle par la relation
Culturali con l'Espresso
Piazza Firenze 22 - ROMA

30 AOU 1945

A F. L. V.

Monsieur le Secrétaire,

Nous avons l'honneur de vous remettre, sous ce pli, une lettre à destination du Professeur Carlo ANTONI.

Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir faire acheminer ce message par la valise diplomatique.

Avec nos remerciements anticipés, veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma considération très distinguée.

(Jean LOROTTE)
Secrétaire Général.

Monsieur SOLARI
Premier Secrétaire de
l'Ambassade d'Italie à Paris
51, rue de Varenne
P A R I S.

30 AOU 1942

474

Monsieur le Secrétaire,

Nous avons l'honneur de vous remercier, sous ce
pli, une lettre de dévotion au Professeur GUYO RAYON.
Nous vous remercions très respectueusement de bien
vouloir faire parvenir ce message par la voie diplo-
matique.

Avec nos remerciements anticipés, veuillez
agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de nos
salutations très distinguées.

(Reçu LOROT)
Secrétaire Général

Monsieur SOLARI
Premier Secrétaire de
l'Ambassade d'Italie à Paris
21, rue de Vienne
P. R. 1. 2.

ISTITUTO NAZIONALE PER LE
RELAZIONI CULTURALI CON
L'ESTERO
=====

ROMA 10 Août 1945

IL COMMISSARIO STRAORDINARIO

Piazza Firenze 37

B/7 - Francie - n.° 34I

Monsieur J. L O R O T T E
Secrétaire Général de
l'INSTITUT INTERNATIONAL de
COOPERATION INTELLECTUELLE
- P A R I S - (I.er)
2, Rue de Montpensier

Monsieur le Secrétaire Général ,

C'est avec le plus grand plaisir que j'ai reçu
Votre aimable lettre du 5 Juillet écoulé , de laquelle je Vous re-
mercie bien sincèrement . Je suis tout à fait enchanté d'être à même
de renouer les liens de sympathie et de travail qui unissent nos
deux institutions , en attendant que l'Italie reprenne sa place au
sein de l'Institut international de coopération intellectuelle de
Paris et des autres organisations internationales de toute sorte .

Entre temps, je m'empresse de répondre aux
questions que Vous m'avez posées :

L'Ente Nazionale di cultura que Vous mentionnez
n'existe pas: - 1.°) il y avait un " Istituto nazionale di cultura
fascista", organe de propagande des doctrines fascistes , qui, na-
turellement, a fini d'exister en même temps que le régime fasciste .
- 2.°) Tout de suite après la retraite de l'Italie de la Société des
Nations et de ses organisations dépendantes , la Commission Italienne
de coopération intellectuelle (instituée par Décret Loi du 14 Juin
1928, n.° 1534) a été supprimée et a sa place on crée l'Istituto
Nazionale per le relazioni culturali con l'estero (par Décret Loi
du 27 Janvier 1938, n.° 48) dans le but de favoriser les relations
scientifiques, artistiques et sociales entre l'Italie et l'étranger,
par rapport aussi aux moyens de diffusion de la culture . - 3.°) Pour
ce qui concerne les personnalités ex membres de la Commission Ita-
lienne de la Coopération Intellectuelle, je tiens à Vous signaler ce
qui suit : M. P. Fedele, M. d'Amelio, G. Gentile, A. Solmi, G. Marconi,
F. T. Marinetti, P. Mascagni , A. Panzini et quelques autres sont morts ;
d'autres ont dû abandonner leurs postes étant très compromis avec le
fascisme , d'autres sont encore " sub judice " ; quelques uns seulement
sont restées en dehors de toute tache . - 4.° Etant donné que

./

L'I.R.C.E. est spécialisé dans le domaine des relations culturelles entre l'Italie et l'étranger - son personnel est composé, en grande partie, par des fonctionnaires qui proviennent des bureaux de la Société des Nations et autres organisations internationales - et attendu qu'il a hérité, par force de loi, les activités et le patrimoine de la ci-devant Commission Italienne de coopération intellectuelle, il fonctionnera aussi comme organe exécutif de la nouvelle Commission qui sera nommée, à la proposition de l'I.R.C.E., par le Ministère des Affaires Etrangères (duquel cet Institut dépend) dès que l'Italie sera rentrée officiellement dans l'Institut International de Coopération Intellectuelle .

Je peux Vous assurer, à ce sujet, qu'après réception de Votre lettre, j'ai pris les accords nécessaires avec le Ministère des Affaires Etrangères, soit à l'égard de la compétence de l'I.R.C.E. en tant que secrétairerie de la Commission Italienne, soit pour ce qui concerne la composition et la nomination d'une nouvelle Commission par le Gouvernement Italien. A cet égard, s'il y a des nouvelles dispositions pour régler la composition de chaque Commission Nationale de Coopération Intellectuelle, je Vous serai très obligé de bien vouloir m'en informer, ainsi que de me fournir toute autre information que Vous jugerez utile .

En attendant, l'I.R.C.E. met ses services à la disposition de Votre Institut, pour collaborer à la reprise de ses rapports avec l'Italie .

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, avec mes plus vifs remerciements, l'expression de ma plus haute considération .

signé = Prof. CARLO ANTONI

ISTITUTO NAZIONALE
PER LE RELAZIONI CULTURALI
CON L'ESTERO

IL COMMISSARIO STRAORDINARIO

341 - B 7 / Fr. -

ROMA, 10 AGO. 1945
M. QUATTRO: BONTANESI
I. 41359 - 42461
TELEFON: 22585 - 41779

Piazza Firenze 27

Monsieur J. L O R O T T E
Secrétaire Général de
l'INSTITUT INTERNATIONAL de
COOPERATION INTELLECTUELLE
P A R I S (I.er)
2, Rue de Montpensier

13 SEP 1945 000110

Monsieur le Secrétaire Général ,

C'est avec le plus grand plaisir que j'ai reçu Votre aimable lettre du 5 Juillet écoulé, de laquelle je Vous remercie bien sincèrement. Je suis tout à fait enchanté d'être à même de renouer les liens de sympathie et de travail qui unissent nos deux institutions, en attendant que l'Italie reprenne sa place au sein de l'Institut international de coopération intellectuelle de Paris et des autres organisations internationales de toute sorte.

Entre temps, je m'empresse de répondre aux questions que Vous m'avez posées :

L'Ente Nazionale di cultura que Vous mentionnez n'existe pas : - 1.°) il y avait un " Istituto Nazionale di cultura fascista ", organe de propagande des doctrines fascistes, qui, naturellement, a fini d'exister en même temps que le régime fasciste. - 2.°) Tout de suite après la retraite de l'Italie de la Société des Nations et de ses organisations dépendantes, la Commission Italienne de coopération intellectuelle (instituée par Décret Loi du 14 juin 1928, n. 1534) a été supprimée et a sa place on créa l'Istituto Nazionale per le relazioni culturali con l'estero (par Décret Loi du 27 janv. 1938, n. 48) dans le but de favoriser les relations scientifiques, artistiques et sociales entre l'Italie et l'étranger, par rapport aussi aux moyens de diffusion de la culture. - 3.°) Pour ce qui concerne les personnalités ex-membres de la Commission Italienne de la Coopération Intellectuelle, je tiens à Vous signaler ce qui suit : MM. P. Fedele, M. d'Amelio, G. Gentile, A. Solmi, G. Marconi, F. T. Marinetti, P. Mascagni, A. Panzini et quelques autres sont morts ; d'autres ont dû abandonner leurs postes étant très compromis avec le fascisme ; d'autres sont encore " sub judice " ; quelques uns seulement sont restés en dehors de toute tache. - 4.°) Etant donné que l'I.R.C.E. est spécialisé

dans le domaine des relations culturelles entre l'Italie et l'étranger - son personnel est composé, en grande partie, par des fonctionnaires qui proviennent des bureaux de la Société des Nations et autres organisations internationales - et attendu qu'il a hérité, par force de loi, les activités et le patrimoine de la ci-devant Commission Italienne de coopération intellectuelle, il fonctionnera aussi comme organe exécutif de la nouvelle Commission qui sera nommée, à la proposition de l'IRCE, par le Ministère des Affaires Etrangères (duquel cet institut dépend) dès que l'Italie sera rentrée officiellement dans l'Institut International de Coopération Intellectuelle .

Je peux Vous assurer, à ce sujet, qu'après réception de Votre lettre, j'ai pris les accords nécessaires avec le Ministère des Affaires Etrangères, soit à l'égard de la compétence de l'IRCE en tant que secrétaire de la Commission Italienne, soit pour ce qui concerne la composition et la nomination d'une nouvelle Commission par le Gouvernement Italien . A cet égard, s'il y a des nouvelles dispositions pour régler la composition de chaque Commission Nationale de Coopération Intellectuelle je Vous serai très obligé de bien vouloir m'en informer, ainsi que de me fournir toute autre information que Vous jugerez utile .

En attendant, l'IRCE met ses services à la disposition de Votre Institut, pour collaborer à la reprise de ses rapports avec l'Italie .

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, avec mes plus vifs remerciements, l'expression de ma plus haute considération .

(Prof. CARLO ANTONI)

Carlo Antoni

-5 JUIL 1948

A 71. ✓
Monsieur le Professeur,

Nous avons, en date du 7 Juin dernier, adressé une lettre au Directeur de l'Ente Nazionale de cultura, par laquelle nous l'informons de la reprise des activités de l'Institut international de Coopération intellectuelle et à laquelle nous n'avons pas encore reçu de réponse.

Entre temps nous avons appris l'existence, à Rome, de l'Istituto Nazionale per le Relazioni culturali coll'estero (I.R.C.E.) et serions très heureux de savoir si ces deux organismes sont en contact ou s'il s'agit, au contraire, de deux institutions tout-à-fait différentes.

D'autre part, avant le retrait de l'Italie de la Société des Nations, nous collaborions étroitement avec la Commission Nationale Italienne de Coopération intellectuelle, établie à Rome, Via del Conservatorio, et dont les Membres étaient les suivants :

Président : M. Balbino GIULIANO
Vice-Président : M. Pietro FEDELE.

Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir nous faire savoir d'une part si vous avez des renseignements sur ces personnalités et, d'autre part, si on envisage à Rome de reconstituer une Commission nationale de Coopération intellectuelle, avec laquelle nous serions très heureux de renouer nos relations.

En vous remerciant à l'avance, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Professeur, l'assurance de notre considération très distinguée.

(J. LOROTTE)
Secrétaire Général.

Monsieur le Professeur Carlo ANTONI
Istituto Nazionale per le
Relazioni Culturali coll'estero (I.R.C.E.)
Palazzo Firenze, Piazza Firenze, 27
ROME (Italie)

L'Istituto Nazionale

per le relazioni culturali con l'Estero
nel campo della medicina

Si è riunita, per la prima volta, con l'intervento del Presidente dell'Istituto on. A. Pavolini e del Direttore gr. uff. De Feo, la Commissione per la medicina, la biologia e l'igiene presieduta dal prof. G. Bastianelli. Ne fanno parte il prof. sen. R. Bastianelli, il prof. Bottazzi, il prof. Castellani di Chisimaio, il prof. Frugoni, il prof. on. Ghigi, il prof. Margaria, il prof. Mazza, il prof. on. Morelli, il prof. on. Pende, il prof. Quagliariello, il prof. Raffaele, il prof. sen. Valagussa, il prof. on. Visco e il prof. Zavattari. Assistono inoltre di diritto ai lavori della Commissione i Direttori Generali della Sanità Pubblica, della Sanità Militare, della Sanità Militare Marittima e Aeronautica e il Presidente dell'O.N.M.I.

La Commissione si è particolarmente interessata delle condizioni attuali della stampa medica italiana e ha studiato i mezzi da adottare per assicurare alle pubblicazioni più meritevoli una più vasta diffusione all'estero. Ad intensificare gli scambi culturali nel campo della Medicina, della Biologia e dell'Igiene è stata proposta l'organizzazione di speciali corsi di aggiornamento, nelle varie discipline, per medici stranieri, corsi destinati a far conoscere all'estero i risultati della scienza italiana nelle materie dove essa detiene il primato o dove essa ha almeno assunto una posizione tipicamente nazionale.

Lo scambio dei professori universitari, quello di assistenti degli istituti scientifici e dei funzionari della Sanità Pubblica, come l'intensificazione della pratica delle Borse di studio di perfezionamento all'estero su un piano bilaterale hanno ricevuto l'approvazione della Commissione.

Sono stati anche presi in considerazione quei Congressi internazionali, nel campo delle scienze mediche, che potrebbero utilmente essere tenuti a Roma durante la « E. 42 ».

A cura del servizio competente verrà redatta una « Guida » che indichi ed illustri al medico straniero che si reca in Italia, anche per solo scopo turistico, gli Istituti e le realizzazioni più significative del Regime nel campo medico e assistenziale. E' stata materia di studio la creazione di una rivista di Medicina Biologia e Igiene, redatta in quattro lingue, destinata esclusivamente a far conoscere all'estero le tendenze, le attività e i risultati dei lavori scientifici italiani, ospitando, per invito, articoli di personalità scientifiche straniere.

A. XI . 5



13 AVR 1958

Mon cher ami,

Je vous remercie de votre lettre du 5 avril et je vous fais envoyer les documents que vous me demandez, notamment en ce qui concerne le machinisme. Une étude en cette matière pourrait très bien être présentée par votre Institut et être comprise parmi les autres enquêtes dont les résultats parviendront ici.

Pour la Conférence des Hautes Etudes Internationales, je vous fais parvenir également une petite note explicative à votre usage indiquant quel est le principal travail demandé aux organisations nationales; comme vous le verrez, c'est en réalité un rapport substantiel sur les divers aspects de la politique économique de leur pays. Si j'ajoute ladite note, c'est parceque nous continuons à envoyer tous les documents relatifs à la Conférence des Hautes Etudes au "Centro Italiano di Alti Studi Internazionali"; je ne sais si son secrétariat fonctionne encore depuis la suppression de la Commission nationale de Coopération intellectuelle; le Centro italiano recevra notamment d'ici peu l'invitation officielle à se faire représenter à la Conférence de Prague, le 23 mai, sur l'enseignement universitaire des relations internationales. Cette Conférence consacrera aussi une ou deux séances à la préparation du sujet d'études : les Politiques économiques et la Paix.

Croyez, mon cher ami, à mes sentiments les meilleurs et les plus cordiaux.

Monsieur le Dr. Luciano de FEO,
Directeur de l'Istituto Nazionale per le
Relazioni Culturali con l'Estero,
Via Lazaro Spallanzani,
ROMA.

ISTITUTO NAZIONALE
PER LE RELAZIONI CULTURALI
CON L'ESTERO

IL DIRETTORE

orig Axi.5
extrait { 97.1
 { 97.1
 { 97.19

ROMA le 5 Avril 1938.
VIA LAZZARO SPALLANZANI 1-A
TELEFONI 864245-82398

Monsieur Henri BONNET
Institut International de Coopération Intellectuelle
2, Rue de Montpensier
Palais Royal
PARIS Ier

Mon cher ami,

13 AVRIL 1938 - 1706713
Répondre le 13.4.38

Je vous remercie infiniment de votre lettre du 24 mars et des expressions si aimables que vous avez bien voulu m'adresser à l'occasion de ma nomination comme Directeur.

Je n'ai pas manqué d'examiner très attentivement avec le Président, Monsieur Pavolini, le contenu de votre lettre qui nous a vivement intéressés; à ce sujet, nous nous réservons de vous faire tenir une réponse aussi précise que possible, aussitôt que le Conseil de Direction de notre Institut se sera réuni et qu'il aura fixé le programme d'action qui sera le nôtre.

Il m'est toutefois très agréable de vous exprimer, dès à présent, mon avis personnel au sujet des projets que vous avez bien voulu nous signaler:

a) quant au répertoire relatif à l'étude des sciences sociales, etc., je suis d'avis que notre Institut pourra sans aucun doute assurer par ses propres moyens la parution d'un travail de ce genre. Je compte m'entretenir sans retard de ceci avec S.E. M. Bottai, Ministre de l'Education Nationale.

b) En ce qui concerne l'enquête conduite par l'Institut de Coopération Intellectuelle sur certaines conséquences du machinisme et les tendances de son évolution, pensez-vous qu'une étude en cette matière que notre Institut présenterait en son propre nom et par ses soins, pourrait être comprise parmi les autres enquêtes et publiée de même que celles-ci?

Je vous saurais gré de bien vouloir me faire parvenir, aussitôt que possible, ainsi que vous me le proposez très aimablement, les plans d'ensemble et les programmes qui ont été rédigés au sujet du machinisme. Ce serait de nature à faciliter grandement notre travail.

INDEXE

Fao



ISTITUTO NAZIONALE
PER LE RELAZIONI CULTURALI
CON L'ESTERO

IL DIRETTORE

2.

ROMA
VIA LAZZARO SPALLANZANI 1-A
TELEFONI 864245-82398

c) Reste la participation prochaine à la conférence des Hautes Etudes internationales; je suis d'avis qu'une solution permettant la collaboration en cette matière pourrait être étudiée dans un intérêt réciproque; et je me réserve d'y revenir après que j'aurai examiné de plus près cette question, plus particulièrement avec S.E. le Prof. Gentile.

Voici tout ce que je puis vous dire en ce moment avant la réunion du Conseil de Direction.]

Veillez croire, mon cher ami, à mes sentiments toujours les meilleurs et les plus cordiaux.

Luciano de Feo
(Dr. Luciano de Feo - Directeur).

24 MAR 1938

orig. A 51.5
exh. B 17.12

Mon cher ami,

Je vous remercie vivement de votre lettre du 1er mars et de l'amabilité avec laquelle vous avez bien voulu mettre une partie de votre documentation à la disposition de M. Berne de Chavannes.]

J'ai été très heureux de voir que vous étiez devenu Directeur du nouvel "Istituto Nazionale per le Relazioni Culturali con l'Esterio"; je vous en félicite chaleureusement et j'espère que nous aurons ainsi de nouvelles occasions de collaborer.

C'est dans cet esprit que je m'adresse à vous aujourd'hui, au sujet d'un certain nombre d'enquêtes ou de travaux que conduit l'Institut international de Coopération intellectuelle en matière de sciences sociales. J'ai vu, par les Statuts de votre Institut, que son activité s'étendait aussi à ce domaine; or, vous savez que nous avons avec l'Italie de nombreuses collaborations qui devaient conduire à la rédaction d'ouvrages et d'études très intéressants sur les points de vue de votre pays en diverses matières. Je tiens à vous le signaler et à vous demander votre avis sur les suites que pourraient recevoir ces projets.

a) Sur l'initiative du Professeur Shotwell, l'Institut de Coopération intellectuelle a entrepris de faire rédiger, dans les principaux pays, un répertoire de tout ce qui existe pour l'étude des sciences sociales, ^{et} des relations internationales, centres de documentation ou de recherche, établissements d'enseignement su-

périeur, méthodes, etc... Je vous fais envoyer par courrier séparé un exemplaire du "Survey", édité aux Etats-Unis, et un exemplaire du livre correspondant, fait par le Centre de Politique étrangère de Paris, intitulé "Les Sciences sociales en France - Enseignement et Recherche". Le même travail devait être fait en Italie sous la direction d'une Commission que présidait le Ministre Bottai.

b) L'Institut de Coopération intellectuelle conduit une enquête d'idées sur certaines conséquences du machinisme et des tendances de son évolution; Je pense qu'une présentation d'ensemble du point de vue italien en ces matières offrirait le plus grand intérêt et que votre Institut serait particulièrement qualifié pour la faire établir. Je peux, si vous le désirez, vous faire parvenir les plans d'ensemble et programmes qui ont été rédigés.

c) Reste enfin le sujet de la prochaine Conférence des Hautes Etudes internationales : "Les Politiques économiques et la Paix". Là encore la préparation était entre les mains du Centre italien, que présidait M. Gentile. Je ne sais si la suppression de la Commission italienne a amené des changements dans l'existence de ce Centre. Le programme des travaux demandés à chacun des groupes nationaux participant à cette étude comporte essentiellement l'établissement d'une vue d'ensemble sur la politique économique de leur pays, les théories qui l'ont inspirée, et ses résultats. Les expériences italiennes qui avaient déjà joué un si grand rôle dans les deux Conférences consacrées à l'Etat et à la Vie économique me semblent également pouvoir conduire à la mise sur pied d'une étude précieuse de la position de votre pays en ces matières.

J'ajoute qu'en attendant l'achèvement de ce travail, prévu pour l'été 1939, la Conférence des Hautes Etudes tiendra cette année une session qui sera surtout consacrée au sujet de l'enseignement uni-

24 MAR 1958

périeur, méthodes, etc... Je vous fais envoyer par courrier séparé un exemplaire du "Survey", édité aux Etats-Unis, et un exemplaire du livre correspondant, fait par le Centre de Politique étrangère de Paris, intitulé "Les Sciences sociales en France - Enseignement et Recherche". Le même travail devait être fait en Italie sous la direction d'une Commission que présidait le Ministre BOTTAIO.

b) L'Institut de Coopération intellectuelle conduit une enquête d'idées sur certaines conséquences du machinisme et les tendances de son évolution; je pense qu'une présentation d'ensemble du point de vue italien en ces matières offrirait le plus grand intérêt et que votre Institut serait particulièrement qualifié pour la faire établir. Je peux, si vous le désirez, vous faire parvenir les plans d'ensemble et programmes qui ont été rédigés.

c) Reste enfin le sujet de la prochaine Conférence des Hautes Etudes internationales : "Les Politiques économiques et la Paix". Les travaux de préparation étaient entre les mains du Centre italien, que présidait M. Gentile. Je ne sais si la suppression de la Commission italienne a amené des changements dans l'existence de ce Centre. Le programme des travaux demandés à chacun des groupes nationaux participant à cette étude comporte essentiellement l'établissement d'un livre sur la politique économique de leur pays, les théories qui l'ont inspirée, et ses résultats. Les expériences italiennes qui avaient déjà joué un si grand rôle dans les deux Conférences consacrées à l'Etat et à la Vie économique me semblent également pouvoir conduire à la mise sur pied d'une étude précieuse de la position de votre pays en ces matières.

J'ajoute qu'en attendant l'achèvement de ce travail, prévu pour l'été 1939, la Conférence des Hautes Etudes tiendra cette année, à Prague, une session qui sera surtout consacrée à l'enseignement uni-

24 MAR 1938

versitaire des relations internationales. Je me tiens aussi à votre disposition pour vous faire parvenir les documents relatifs à ces diverses entreprises.

Bien entendu, si vous désirez également des informations sur des travaux analogues, comportant l'exposé des points de vue nationaux et actuellement en cours en matière d'enseignement, de beaux-arts, etc., je ne manquerai pas de vous les communiquer.

Croyez, mon cher ami, à mes sentiments les meilleurs et les plus cordiaux.

Monsieur L. de FEO,
Directeur de l' "Istituto Nazionale per le
Relazioni Culturali con l'Estero,
Via Lazzaro Spallanzani 1-A,
R O M E.

orig. 4 R. 5
m. B. 12.17

DR. / R. G.
ISTITUTO NAZIONALE
PER LE
RELAZIONI CULTURALI CON L'ESTERO

ROMA , 1° Mars 1938. XVI°.
VIA LAZZARO SPALLANZANI 1-A
TEL. 864245 - 82398

MARS 1938 - 176193
24 MAR 1938

Monsieur Henri BONNET
Directeur de l'Institut International
de Coopération Intellectuelle
2, Rue Montpensier
P A R I S. 1°. (Palais-Royal)

P. Feo
uniquement en regard de
cette lettre
Montpensier
MS

Mon cher ami,

cette lettre est
ordonnée B. 12.17
10

[C'est avec grand plaisir que j'ai reçu votre aimable
lettre du 24 Février, pour laquelle je vous remercie vivement.]

Je viens d'assumer ces jours-ci la Direction de l'Institut
National pour les Relations Culturelles avec l'Etranger, grande et
belle tâche qui m'a été confiée par le Gouvernement Italien et je
pense qu'ainsi de nouvelles possibilités pourront se présenter pour
une utile collaboration entre nos deux institutions.

En vue des taches qu'il devra remplir et du but qu'il désire
atteindre, notre nouvel Institut a groupé toutes les activités
de caractère international dans les différents domaines de la culture,
ainsi que quelques organisations nationales qui avaient pour but
d'encourager les relations culturelles avec les pays étrangers.

Je ne manquerai pas de recevoir avec plaisir M. Berne de
Chavannes et je vous assure dès maintenant que tout ce qu'il me sera
possible de faire pour vous faciliter votre travail, sera fait sans
retard.

Croyez je vous prie, mon cher ami, à mes sentiments les
meilleurs et bien dévoués.

(Dr. L. de Feo - Directeur)

Feo



5
A. II. 729

"Il Messaggero"

6 février 1938

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE

**L'Istituto Nazionale
per le relazioni culturali
con l'Estero**

Con decreto reale in corso è stato creato in Roma l'Istituto Nazionale per le Relazioni Culturali con l'Estero, istituto che ha lo scopo di promuovere le relazioni fra l'Italia ed i Paesi stranieri, nel campo scientifico, artistico e degli studi sociali. L'istituto ha personalità giuridica ed è posto sotto la vigilanza del Ministero degli Affari Esteri, di concerto con i Ministeri dell'Educazione Nazionale, delle Corporazioni e della Cultura Popolare.

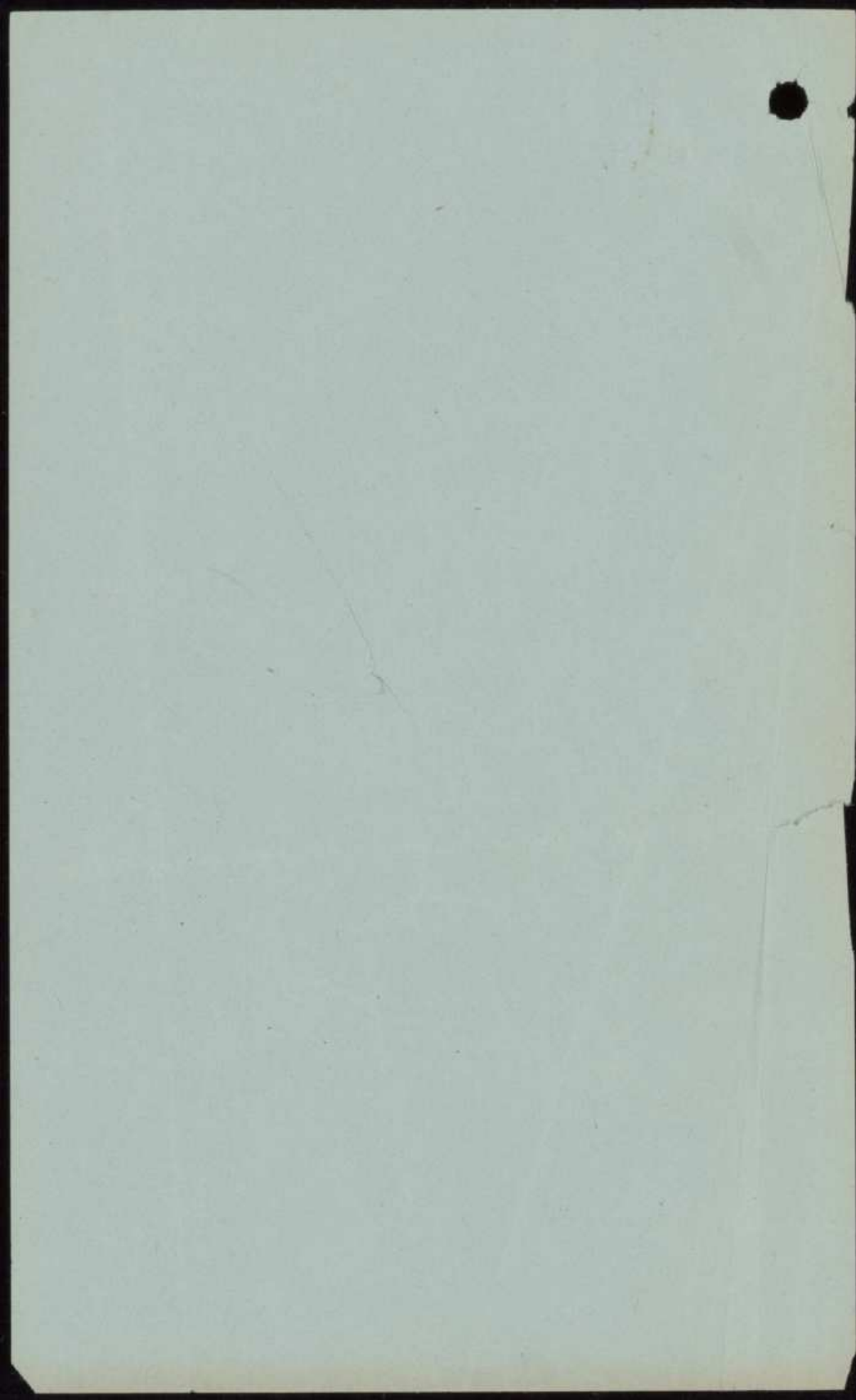
A Presidente dell'Istituto è stato designato l'on. Alessandro Pavolini, deputato al Parlamento ed a Direttore dell'Istituto stesso il dott. Luciano De Feo.

18 FEV 1938 - 075626

Rapporto

INDEXÉ A :

Is. naz. per le rel.



VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

o l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926-IV, n. 100 ;

Ritenuta l'assoluta ed urgente necessità di provvedere al coordinamento delle attività relative alle relazioni culturali con l'estero ;

Udito il Consiglio dei Ministri ;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per le finanze, per l'educazione nazionale, per le corporazioni e per la cultura popolare ;

Abbiamo decretato e decretiamo :

Art. 1.

È fondato in Roma un Istituto nazionale per le relazioni culturali con l'estero, avente lo scopo di promuovere le relazioni scientifiche, artistiche e sociali fra l'Italia e l'estero con riferimento anche ai mezzi di diffusione della cultura.

L'Istituto ha personalità giuridica ed è sottoposto alla vigilanza dello Stato esercitata dal Ministero degli affari esteri, di concerto con i Ministeri dell'educazione nazionale, delle corporazioni e della cultura popolare.

Art. 2.

All'Istituto è preposto un Consiglio di direzione nominato con decreto Reale, su proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per l'educazione nazionale, per le corporazioni e per la cultura popolare. Esso si compone :

- a) del presidente ;
- b) di tre rappresentanti del Ministero degli affari esteri ;
- c) di due rappresentanti del Ministero dell'educazione nazionale ;
- d) di due rappresentanti del Ministero delle corporazioni ;
- e) di due rappresentanti del Ministero della cultura popolare ;
- f) di un rappresentante del Partito Nazionale Fascista ;
- g) di un rappresentante della Reale Accademia d'Italia ;
- h) di un rappresentante della Confederazione nazionale fascista professionisti e artisti ;
- i) di un rappresentante dell'Istituto nazionale di cultura fascista ;
- l) dei presidenti delle Commissioni di cui all'art. 3.

I componenti del Consiglio di direzione durano in carica tre anni. Il Consiglio designa nel suo seno un vice presidente

REGIO DECRETO 22 novembre 1937-XVI, n. 2537.

Dichiarazione formale dei fini della Confraternita del SS.mo Sacramento in Cervia (Ravenna).

N. 2537. R. decreto 22 novembre 1937, col quale, sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per l'interno, viene provveduto all'accertamento dello scopo prevalente di culto nei riguardi della Confraternita del SS.mo Sacramento in Cervia (Ravenna).

Visto, il Guardasigilli: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 febbraio 1938 - Anno XVI

LEGGE 31 gennaio 1938-XVI, n. 43.

Conversione in legge del R. decreto-legge 27 ottobre 1937-XV, n. 1929, che reca modificazioni ed aggiunte al repertorio per l'applicazione della tariffa generale dei dazi doganali.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È convertito in legge il R. decreto-legge 27 ottobre 1937-XV, n. 1929, che reca modificazioni ed aggiunte al repertorio per l'applicazione della tariffa generale dei dazi doganali.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserita nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 gennaio 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DI REVEL.

Visto, il Guardasigilli: SOLMI.

LEGGE 31 gennaio 1938-XVI, n. 44.

Conversione in legge del R. decreto-legge 27 ottobre 1937-XV, n. 1930, concernente nuove concessioni di temporanea importazione ed esportazione.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

IMPERATORE D'ETIOPIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

che sostituisce il presidente in caso di assenza o impedimento, ed esercita le funzioni che gli saranno delegate dal presidente.

Art. 3.

In seno all'Istituto saranno costituite speciali Commissioni, ciascuna delle quali avrà il compito di curare le relazioni culturali con l'estero per determinati rami, in applicazione delle direttive e dei programmi adottati dal Consiglio di direzione.

I membri delle Commissioni sono nominati con decreto del Ministro per gli affari esteri, di concerto con gli altri Ministri interessati.

Art. 4.

Il Consiglio di direzione nomina nel suo seno un Comitato amministrativo presieduto dal presidente dell'Istituto e composto dal presidente, dal vice presidente e da sette membri.

Il direttore è nominato con decreto del Ministro per gli affari esteri, con osservanza delle norme all'uopo stabilite dal regolamento di cui al successivo art. 11.

Art. 5.

Un collegio di revisori dei conti, composto di tre membri, di cui due nominati dal Ministro per gli affari esteri, uno dei quali su designazione del presidente della Corte dei conti e il terzo nominato, in rappresentanza dell'Amministrazione finanziaria, dal Ministro per le finanze, esercita il controllo sulla gestione contabile dell'Istituto e presenta annualmente ai Ministri per gli affari esteri, per le finanze, per l'educazione nazionale, per le corporazioni e per la cultura popolare, una relazione sul conto consuntivo e sull'andamento contabile ed amministrativo dell'Istituto stesso.

Art. 6.

Le entrate dell'Istituto sono costituite:

a) dal contributo annuo per il funzionamento normale dell'Istituto di L. 1.300.000, che sarà iscritto nello stato di previsione delle spese del Ministero degli affari esteri, a partire dall'esercizio 1938-39;

b) da contributi speciali che fossero decisi per compiti determinati che le singole Amministrazioni dello Stato e gli Enti parastatali affidassero all'Istituto;

c) dai redditi dei propri fondi;

d) da contributi di altri Ministeri, Enti pubblici e privati;

e) dalle quote degli Enti associati;

f) da eventuali lasciti e donazioni.

Per il corrente anno finanziario il contributo di cui alla lettera a) è fissato di L. 250.000.

Art. 7.

L'Istituto potrà concordare con le singole Amministrazioni dello Stato, col Partito Nazionale Fascista e dipendenti organizzazioni, e con Enti sindacali e culturali, programmi di lavoro e prestazioni di servizi per il raggiungimento di specifiche finalità delle Amministrazioni o degli Enti suddetti, o per l'interesse generale della documentazione e divulgazione all'estero delle nostre finalità culturali, artistiche, scientifiche e sociali.

Per tali intese e prestazioni di servizi dovranno essere corrisposti speciali contributi da parte delle Amministrazioni ed Enti interessati, da concordarsi di volta in volta in relazione agli scopi da perseguire.

Art. 8.

Potranno associarsi all'Istituto tutti gli Istituti d'istruzione superiore italiani, nonché altri Istituti, Enti od Associazioni sindacali, o culturali legalmente riconosciuti, i quali si obblighino a pagare una quota minima annuale di L. 1000, con impegno minimo decennale.

Saranno benemeriti dell'Istituto quegli Istituti, Enti od Associazioni legalmente riconosciuti i quali versino erogazioni straordinarie a favore di esso, non inferiori a L. 10.000.

Gli Istituti, le Associazioni e gli Enti, sia benemeriti che associati, riceveranno gratuitamente tutte le pubblicazioni dell'Istituto.

Art. 9.

L'Istituto è equiparato alle Amministrazioni dello Stato per quanto riguarda le disposizioni in materia fiscale.

Agli effetti delle imposte dirette l'equiparazione suddetta riguarda esclusivamente i redditi propri dell'Ente.

L'Istituto può valersi dell'opera del Provveditorato generale dello Stato e di altri organi statali ed è rappresentato e difeso, secondo le norme stabilite per le Amministrazioni dello Stato, dalla Regia avvocatura dello Stato nei giudizi attivi e passivi avanti l'autorità giudiziaria ed i Collegi arbitrali e giurisdizionali speciali.

Su richiesta del presidente dell'Istituto e per il tramite del Ministero degli affari esteri, i singoli Ministeri sono autorizzati, compatibilmente con le esigenze del servizio, a distaccare funzionari da essi dipendenti ponendoli in tutto o in parte a disposizione dell'Istituto stesso.

I funzionari di cui sopra potranno essere autorizzati a prestare la loro attività all'Istituto nelle ore libere dai normali obblighi di ufficio o in casi speciali di concerto col Ministero delle finanze, ai termini delle disposizioni vigenti, potranno essere posti fuori del ruolo organico delle Amministrazioni da cui dipendono e messi a disposizione dell'Istituto, in ogni caso per un periodo di tempo non superiore ad anni due, fermo rimanendo il diritto della Amministrazione di richiamarli per qualunque esigenza di servizio.

Art. 10.

L'Istituto avrà facoltà di richiedere la collaborazione di Amministrazioni dello Stato, Accademie ed Enti sindacali e culturali competenti nelle singole materie che costituiscono l'oggetto della sua attività.

Art. 11.

Un regolamento da emanarsi con decreto Reale, su proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con quelli per le finanze, per l'educazione nazionale, per le corporazioni e per la cultura popolare, stabilirà le norme relative al funzionamento ed alla amministrazione dell'Istituto, nonché quelle relative al personale, al suo stato giuridico ed al suo trattamento economico.

Art. 12.

Il presidente ed il direttore dell'Istituto avranno facoltà di provvedere alla prima organizzazione dell'Istituto ed alle nomine a titolo provvisorio del personale; nomine che, per essere definitive, dovranno in seguito essere approvate dal Consiglio di direzione, in conformità del regolamento di cui all'articolo precedente.

Art. 13.

La Commissione nazionale di cooperazione intellettuale, istituita con R. decreto-legge 11 giugno 1928, n. 1534, è sop-

pressa. Il patrimonio della Commissione è devoluto all'Istituto.

Art. 14.

Con decreto Reale, su proposta del Ministro per l'educazione nazionale, di concerto col Ministro per gli affari esteri, sarà disposto lo scioglimento dell'Istituto interuniversitario italiano il cui patrimonio sarà devoluto all'Istituto nazionale per le relazioni culturali con l'estero.

Art. 15.

Con decreto del Ministro per le finanze sarà provveduto alle variazioni di bilancio occorrenti per l'applicazione del presente decreto.

Art. 16.

Il presente decreto, che ha effetto dal 28 dicembre 1937-XVI, sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato a presentare il relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 gennaio 1938 - Anno XVI

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CIANO — DI REVEL —
BOTTAI — LANTINI — ALFIERI.

Visto, il Guardasigilli: SOLMI.

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 febbraio 1938 - Anno XVI
Atti del Governo, registro 394, foglio 98. — MANCINI.

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 10 febbraio 1938-XVI.

Determinazione del prezzo di accettazione, in rimborso di mutui, delle cartelle di credito fondiario 3 ½ %, di vecchio tipo, del Banco di Napoli.

IL CAPO DEL GOVERNO

PRESIDENTE DEL COMITATO DEI MINISTRI

PER LA DIFESA DEL RISPARMIO E PER L'ESERCIZIO DEL CREDITO

Veduto l'art. 13 del regolamento per l'esecuzione dei provvedimenti riguardanti il Banco di Napoli ed il suo credito fondiario, approvato con R. decreto 22 aprile 1897, n. 141;

Veduto l'art. 41 del R. decreto-legge 17 luglio 1937-XV, n. 1400, recante disposizioni per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia;

Ritenuto che il corso medio delle cartelle fondiario 3 e mezzo per cento di vecchio tipo del Banco di Napoli, nel IV trimestre 1937, è risultato di L. 458,35;

Sentito il Comitato dei Ministri;

Decreta:

Le cartelle di credito fondiario 3 e mezzo per cento, di vecchio tipo, del Banco di Napoli, durante il 1° trimestre 1938, con effetto dal 1° gennaio 1938-XVI, saranno accettate al prezzo di L. 500 in rimborso di mutui, salvo l'accrescimento a favore dei mutuatari degli interessi maturati, sulle cartelle medesime, a tutto il giorno anteriore a quello del versamento.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno ed affisso all'albo di tutti gli stabilimenti e dipendenze del Banco di Napoli.

Roma, addì 10 febbraio 1938 - Anno XVI

Il Capo del Governo: MUSSOLINI.

(632)

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 11 febbraio 1938-XVI.
Nomina del dott. Luigi De Dominicis a membro della Corporazione della zootecnia e della pesca.

IL CAPO DEL GOVERNO

PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO

Visto l'art. 3 della legge 5 febbraio 1934-XII, n. 163, sulla costituzione e sulle funzioni delle Corporazioni;

Visto il proprio decreto 29 maggio 1934-XII, che costituisce la Corporazione della zootecnia e della pesca;

Visto il proprio decreto 18 aprile 1936-XIV, con il quale l'on. dott. Giovanni Cocca, membro della suddetta Corporazione in rappresentanza dei veterinari, e il dott. Luigi De Dominicis, membro della Corporazione delle professioni e delle arti in rappresentanza dei veterinari, sono stati confermati nelle dette cariche per il triennio 22 aprile 1936-21 aprile 1939;

Vista la designazione della Confederazione fascista dei professionisti e degli artisti per la nomina del dott. Luigi De Dominicis a membro della Corporazione della zootecnia e della pesca, quale rappresentante dei veterinari, in sostituzione dell'on. dott. Giovanni Cocca;

Decreta:

Il dott. Luigi De Dominicis, membro della Corporazione delle professioni e delle arti, in rappresentanza dei veterinari, cessa da tale carica ed è nominato membro della Corporazione della zootecnia e della pesca, quale rappresentante dei veterinari, in sostituzione dell'on. dott. Giovanni Cocca.

Roma, addì 11 febbraio 1938 - Anno XVI

Il Capo del Governo

Primo Ministro Segretario di Stato:

MUSSOLINI.

(626)

DECRETO DEL CAPO DEL GOVERNO 11 febbraio 1938-XVI.
Nomina del sig. Edoardo Rapetti a membro della Corporazione della ospitalità.

IL CAPO DEL GOVERNO

PRIMO MINISTRO SEGRETARIO DI STATO

Visto l'art. 3 della legge 5 febbraio 1934-XII, n. 163, sulla costituzione e sulle funzioni delle Corporazioni;

Visto il proprio decreto 23 giugno 1934-XII, che costituisce la Corporazione dell'ospitalità;

Visto il proprio decreto 26 marzo 1937-XV, con il quale l'on. dott. Umberto Alberici è stato nominato membro della suindicata Corporazione in rappresentanza del Partito Nazionale Fascista;

Vista la designazione del Segretario del Partito Nazionale Fascista, Ministro Segretario di Stato, per la nomina del sig. Edoardo Rapetti a membro della Corporazione dell'ospitalità in sostituzione dell'on. dott. Umberto Alberici;

Sulla proposta del Ministro per le corporazioni;